

**ARRÊTÉ DU MAIRE  
DE CHERBOURG-EN-COTENTIN**

**ARRÊTÉ N° AR\_2023\_4401\_CC  
PROLONGATION ARRÊTÉ N° AR\_2023\_3863\_CC**

**TERRASSEMENT ET RACCORDEMENT  
ELECTRIQUE ENEDIS**

**DU 21 OCTOBRE AU 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 2023**

**AVENUE DE BÉNECÈRE**

**SUR LA COMMUNE DÉLÉGUÉE  
D'ÉQUEURDEVILLE-HAINNEVILLE**

6. Libertés publiques et pouvoirs de police  
6.1 Police Municipale

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,  
VU le Code Général des Collectivités territoriales,  
et notamment les articles L 2212-1 et suivants et  
les articles L 2213-1 et suivants,  
VU le Code de la route, notamment les articles  
R417-10 et L325-1 et suivants,  
VU l'instruction interministérielle sur la  
signalisation routière (livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie -  
signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté  
interministériel du 6 novembre 1992,  
VU le règlement de voirie de l'ex Communauté  
urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et  
notamment les articles 25, 26 et 27,  
Vu l'arrêté n° AR\_2022\_3724\_CC du  
12 octobre 2022 portant sur les délégations de  
fonction et de signature attribuées aux adjoints au  
Maire, aux maires délégués et aux conseillers  
municipaux délégués, complété par l'arrêté  
n° AR\_2023\_0211\_CC du 17 janvier 2023,  
VU la demande de la Société BOUYGUES ES en  
date du 20/10/2023,  
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des  
personnes pendant la durée des opérations,

**ARRÊTÉ  
DU 21 OCTOBRE AU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2023 (de 8h00 à 17h00)**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – AVENUE DE BÉNECÈRE (voir plan)**

**La chaussée sera rétrécie et la circulation ralentie, au droit des travaux, le temps des travaux.  
Le stationnement de véhicules appartenant à la Société BOUYGUES ES est autorisé mi trottoir  
mi-chaussée, au droit des travaux, le temps des travaux.**

*Le passage, la sécurité des piétons et la circulation des véhicules doivent être maintenus en permanence  
(3 mètres de largeur minimum pour les véhicules de secours).*

Numéro SIRET entreprise : 775 664 873 01 564

**ARTICLE 2** – Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière aux  
risques et frais des contrevenants.

**ARTICLE 3** – La signalisation et la pré-signalisation des lieux seront mises en place par la Société  
BOUYGUES ES responsable des opérations qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier.  
Il appartient également à l'entreprise pétitionnaire de mettre en conformité avec l'arrêté la signalisation de  
police existante (masquage de panneaux etc...). Le présent arrêté ainsi qu'un panneau « Stationnement  
interdit » devront être affichés sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à  
moins de 1,80 m du sol, 7 jours à l'avance. À défaut, il ne pourra être fait appel à la fourrière.

**ARTICLE 4** – Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux  
devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à  
compter de sa publication et/ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application  
informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 6** – Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie,  
la Commissaire Centrale de police et le service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le  
concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 20 octobre 2023,

**Pour le Maire et par délégation  
Le Maire adjoint,  
Gilbert LEPOITTEVIN**



